

# Nous sommes gouvernés par des fous et jugés par des enragés : la preuve par 9... exemples

écrit par Daniel Pollett | 12 octobre 2018



Nous observons depuis de nombreuses années une inversion des valeurs dans le fonctionnement des préfectures, de la police et de la justice de notre pays, issue d'une politisation bien pensante et gauchiste, ouvertement hostile au bon sens, au légitime, à ceux qui travaillent et à ceux qui défendent la République et notre civilisation.

Les exemples sont si nombreux qu'on ne saurait prétendre en établir la liste exhaustive, mais nous pouvons citer quelques exemples :

À Montpellier, des gauchistes n'ayant aucune autorisation pour pénétrer dans une université occupent celle-ci, détruisant du matériel et empêchant professeurs et étudiants de travailler. Pas d'intervention policière. Ils sont délogés sans ménagement par un groupe non identifié. Le travail peut reprendre et les dégâts seront réparés aux frais de la collectivité. Alors douze policiers sont mobilisés à temps plein durant tout l'été pour identifier les auteurs de l'évacuation. Après quoi il y a des interpellations aux scénarios rocambolesques relevant plus

du western que de la nécessité. Dans le même temps, la télévision nous montre des policiers interpellant le dangereux automobiliste entrant à 62km/h au lieu de 50 dans l'agglomération (jadis la limitation générale était à 60, avec par endroits 45 ou même 40). Dans le même temps aussi, les racailles d'importation agressent à tout-va dans les rues de Montpellier, frappant, volant, violant, détruisant... Que sont donc les priorités dans l'utilisation de la police et de la justice ?

Un passant est agressé par deux individus au bord du canal de l'Ourcq à Paris. Il se défend, l'un des agresseurs s'enfuit et l'autre tombe à l'eau. Le passant tente vainement de le sauver de la noyade. Et c'est lui qui est inculpé pour la mort de son agresseur. N'aurait-il pas mieux fait de passer son chemin et de ne rien dire ?

Un gendarme gifle un individu qui importune son épouse. Il est sanctionné par la Gendarmerie, muté, puis jugé et condamné pour un geste qui aurait jadis été considéré comme justifié et salutaire. Quel message est ainsi envoyé aux forces de l'ordre et aux voyous ?

Des Identitaires occupent les locaux de SOS-Méditerranée pour dénoncer sa complicité avec les passeurs et autres pourvoyeurs de délinquance, de désordre international et de morts collectives. C'est eux que la police arrête plutôt que les malfaiteurs. Et 48 heures de garde-à-vue alors qu'ils n'ont rien fait de mal. Pourquoi donc l'Aquarius n'est-il pas encore saisi pour activités illégales et absence de pavillon ?

Chacun peut observer que ces interventions, inculpations et procès sont ceux non pas des malfaiteurs et de l'illégalité, mais ceux de qui réagit à l'inacceptable. Dignité, Bien commun, légitime défense, respect de la loi républicaine, défense de la Patrie et autres considérations objectives, tout ce qui fonde notre civilisation et la République se voit attaqué, réprimé, sanctionné par l'administration

préfectorale, la police et la justice. Tout cela est aussi dévalorisé, dénigré, renié par les médias de la propagande gouvernementale qui ne sont plus depuis longtemps des sources d'informations objectives et neutres.

On voit aussi des gens de la campagne travaillant et vivant paisiblement être attaqués en justice par des citadins intolérants aux particularités de la vie champêtre, et être condamnés.

Ainsi un propriétaire ayant une mare sur son terrain est condamné à l'assécher car le coassement des grenouilles dérange le voisin nouvellement installé. Après quoi on nous parle d'écologie et de préservation des espèces...

Le propriétaire d'une basse-cour se voit infliger une amende car son coq réveille un nouvel arrivant arguant qu'il a choisi une maison à la campagne pour être au calme.

Un fermier se voit interdire de faire passer ses vaches devant une maison au prétexte qu'elles font du bruit et salissent la route. Le tribunal ne prend pas en considération que ce trajet est le seul possible entre le pré et l'étable, condamnant de fait le fermier à cesser son activité.

Des imbéciles arrivent même à suggérer que l'on élimine les cigales dont ils ne supportent pas le chant si caractéristique de l'espace méridional.

D'autres encore portent plainte contre le son des cloches de l'église du village. On peut se demander si ce qui les dérange est le son des cloches ou leur appartenance à l'Église catholique.

On voit bien que tout ce qui appartient à la nature, au Bien commun, au travail, à nos us et coutumes, à la logique et au simple bon sens est attaqué à l'initiative ou avec l'appui préfectoral, policier et judiciaire.

Pendant combien de temps encore les Français accepteront-ils d'être gouvernés, policés et jugés par des fous ?